
Les faits, à travers la presse algérienne

Anissa Barrak

La chronologie des événements que nous proposons au lecteur à titre de rappel des faits, a été élaborée à partir d'une lecture de la presse algérienne d'expression arabe et française. Les articles de journalistes algériens exerçant dans la presse internationale ont également été retenus dans le corpus consulté. Des extraits de reportages effectués par les journalistes algériens sur les lieux, des commentaires et des analyses accompagnent cette chronologie. Afin de donner une idée aussi complète que possible des violences commises durant l'année 1997 et qui ont connu un pic inégalé en été, nous avons choisi de nous concentrer sur les faits bruts liés à trois massacres spécialement frappants de par l'ampleur du nombre des victimes et le degré d'horreur atteint dans les méthodes utilisées par les assassins: El-Raïs, Béni Messous et Bentalha.

Dès les tout premiers jours de l'année 1997, massacres de civils, attentats à la bombe et aux véhicules piégés, assassinats d'hommes politiques se sont succédé en Algérie. Ces actes de violence ont ponctué une année marquée par des événements politiques importants: deux rendez-vous électoraux, le premier le 5 juin pour les élections législatives, le second le 23 octobre pour les élections locales ; des négociations entre le pouvoir et l'ex-Fis, qui ont notamment abouti à la libération de Abassi Madani et Abdelkader Hachani mais aussi des négociations secrètes avec l'Armée islamique du salut (AIS) pour désarmer ses combattants et les faire bénéficier de mesures de clémence dans le cadre de la loi sur la "Rahma", pendant que de vastes opérations étaient menées par l'armée et les forces de sécurité contre les maquis des groupes islamiques armés.

Dans cette série macabre qui s'est abattue sur la population civile, l'été fut particulièrement meurtrier. Le calendrier des massacres s'est fait de plus en plus chargé, tandis que le nombre des victimes s'alourdissait et que les exactions commises se faisaient de plus en plus insoutenables.

Printemps 1998

Les premières semaines enregistrent trois attentats meurtriers prenant pour cibles: Abdelhak Benhamouda, le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), un militant du RCD suivi de celui du général Habib Ben Khélil, pendant que se poursuivent des massacres collectifs de civils dans plusieurs localités du pays: à Bénahour (16 morts), Béni Slimane (48), Médéa (30). En février, un horrible massacre est revendiqué par les GIA à Kerrach, non loin d'Alger: 31 villageois sont brûlés vifs. A Chréa 33 civils sont tués à leur tour. En mars, massacre à Ouled Antar: 32 victimes. Les attentats à la voiture piégée et les explosions de bombes alternent avec les attaques de villages isolés. Le pouvoir enclenche de vastes opérations militaires anti-terroristes: à Tlemcen, aux Anassers, Bab El Oued, Tizi Ouzou et dans les maquis de Sidi Bouneb où près de cent terroristes sont abattus les 3 et 4 avril. Le même jour, 84 civils sont assassinés, dont 52 égorgés à Thalit (Médéa). Les violences se poursuivent tout au long du mois d'avril: 30 civils sont assassinés à Boufarik, 31 à Chebli, 93 près de Bougara (au sud d'Alger), 42 à Omaria. En mai, une série d'attentats fait 8 morts et 70 blessés à Alger, tandis qu'à Chébli des massacres collectifs font 32 victimes et à Sidi Moussa une famille entière est tuée.

Pendant que la campagne électorale pour les législatives du 5 juin bat son plein, à Alger, deux bus explosent en plein cœur de la ville (10 morts et 60 blessés), une bombe tue 10 personnes dans un marché et en blesse 84. Quelques jours après les élections, 13 personnes sont égorgées et brûlées dans un village près d'Alger. Depuis, les massacres collectifs et les enlèvements se succèdent, sans répit. 50 personnes sont égorgées à Daïra Legueur, 13 massacrées à Douaouda, 15 à Tissemsilt, 20 à Médéa. Le 30 juin, le GIA diffuse un communiqué daté du 27 juin 1997, signé Abou Rayhana, annonçant la défection de son numéro deux, Radwan Makadour. Ce dernier aurait livré à la Sécurité militaire des informations précieuses sur les noms, lieux et positions des GIA, en Algérie et à l'étranger¹. Quelques jours plus tard, la cour criminelle d'Alger rend son verdict dans le procès de Abdelkader Hachani, ancien responsable du FIS dissous, condamné à 5 ans de prison: il est désormais libre. Le terrorisme, quant à lui, continue de faire des victimes (un total de 61 pour la journée du 5 juillet, fête de l'Indépendance). Entre le 10 et le 14 juillet, 82 civils sont victimes de massacres collectifs dans des villages isolés, notamment dans la région de Médéa. Dans la localité de Balili, le commandant d'un groupe armée dirige le massacre de sa propre famille: son père, sa mère et son frère sont assassinés; le 15, une bombe explose à Baraki.

Du 14 au 24 juillet, une vaste opération des forces de sécurité aurait mené à la liquidation de Antar Zouabri, chef du GIA, ainsi qu'à celle de *«135 terroristes qui tous auraient été identifiés, selon les services de sécurité opérant sur les lieux, à Attatba, fief du GIA. Les forces de sécurité accompagnées de "Patriotes" (citoyens armés par les forces de sécurité,*

Confluences

parmi eux notamment d'anciens moudjahidines) ont opéré dans cette région.»² Après l'annonce de la mort de Antar Zouabri, *El Watan* signale une multiplication des massacres et une recrudescence de la violence. Ainsi durant la semaine du 27 juillet au 2 août, un attentat à la voiture piégée fait 8 morts à Alger; à Sidi El Madani 38 personnes sont massacrées à la hache et à l'arme à feu, suit le massacre de 20 autres personnes près de Larbaa, au moment où les villageois s'apprétaient à enterrer les 50 victimes d'un précédent massacre. «L'aisance avec laquelle les terroristes avaient accompli leurs actes à Larbaa frappe encore les esprits des citoyens qui n'en reviennent pas de la déconcertante facilité avec laquelle les hordes du GIA ont encerclé, égorgé puis dynamité une dizaine de maisons avec leurs occupants et ce, à quelques dizaines de mètres seulement d'une caserne militaire, d'un campement de la gendarmerie nationale et d'un groupement de gardes communaux.», commente le quotidien ³. La violence se poursuit avec le massacre de 56 personnes au sud d'Alger, 56 à Blida, 54 dans la Mitidja, 58 à Larbaa, à 35 km d'Alger. 41 autres dont onze enfants et deux femmes enceintes sont massacrées à Aïn Defla dans la nuit du 29 au 30 juillet. A Alger, 4 policiers sont tués dans une embuscade dans le quartier de la Glacière, tandis que le vol de 15 véhicules des forces de l'ordre est signalé. Une voiture piégée fait 8 morts à El Biar.

Le 31 juillet, le GIA publie un communiqué, transmis par Médi 1 et repris par l'AFP, dans lequel il dément l'assassinat de son émir Zouabri, revendique les derniers attentats contre les civils et promet «d'autres actions spectaculaires». Anouar Haddam est déclaré indésirable aux Etats-Unis. Le 23 juillet, le quotidien saoudien *Al Hayat* avait révélé que Madani Mezrag, chef de l' AIS, négociait sa reddition. Selon *El Watan* ⁴, «Madani Mezrag aurait accepté de se rendre aux autorités algériennes dans le cadre de la loi sur la rahma (clémence)» Les contacts auraient eu lieu entre des officiers de la Cinquième région militaire qui auraient assuré Madani Mezrag et son adjoint Aïssa Lahlih de garanties dans le cadre de la loi sur la rahma. Le quotidien précise que «Madani Mezrag (dont la tête était mise à prix pour la somme de 4,5 millions de dinars algériens) est l'un des militants les plus fidèles du FIS; il a été le chauffeur et le garde du corps de Abassi Madani. L' AIS, bras armé du FIS, a été anéantie sous les feux croisés de l'armée algérienne et des GIA. (...) GIA et AIS sont {en effet} très vite (à partir de 1994) entrés dans une guerre ouverte l'un contre l'autre, une guerre qui n'a même pas épargné leurs familles respectives. Les victimes de ces affrontements entre frères ennemis seraient évaluées à quelques milliers depuis 1994 (...) Rien que dans le fief de Larbaa, où ont été entièrement décimés les terroristes de l' AIS, les batailles rangées ont fait des centaines de tués(...) En plus des divergences idéologiques, c'est l'enjeu financier du terrorisme qui a opposé GIA et AIS.»

Les médias dénoncent les effets pervers du black-out quasi total de la part du pouvoir sur les terribles événements qui saignent le pays au nom de ce qu'on appelle "l'information sécuritaire".

Début août, une nouvelle série de tueries fait 111 victimes toujours dans les wilayas de Blida et Aïn Defla. Puis, 15 personnes sont tuées à Douera, 63 à Souhane et 64 autres dans ce même village resté sans défense. Les 24 et 25 août on dénombre 117 morts dont des femmes et des enfants égorgés dans quatre massacres dans la banlieue d'Alger et dans un attentat à la bombe au cœur de la capitale.

Le porte-parole du gouvernement, Hamraoui Habib Chawki, déclare le 25 août 1997: «*Ces actes inhumains perpétrés dans les milieux populaires visent à démoraliser la population et à porter atteinte à l'image de l'Algérie qui se prépare à entamer la dernière étape du parachèvement du processus institutionnel*»⁵. Le lendemain, on dénombre 64 victimes à Béni Ali, le 28, cinq enfants sont égorgés à Cherchell et le 29, le massacre d'El-Raïs fait 200 à 300 victimes, (98 selon un bilan officiel). C'est le plus violent carnage perpétré jusque-là en cinq ans de violence.

El-Raïs, le plus violent carnage perpétré en cinq ans de violence

Date: Nuit du jeudi 28 au vendredi 29 août 1997.

Lieu: El-Raïs, situé dans la banlieue d'Alger.

Nombre de victimes: 98 morts et 120 blessés selon les sources officielles; 250 morts (dont 55 hommes, 90 femmes, 30 bébés) et 100 blessés selon des sources policières sur les lieux; 292 morts et 327 blessés selon des sources proches de la protection civile.

Moment: entre 23h et 2h du matin, soit 3 heures de massacres continus. Les forces de l'ordre sont arrivées sur les lieux à 3h30 du matin, selon un témoignage recueilli par Zineb Laouedj, écrivain algérienne qui a rencontré les rescapés d'El Raïs⁶.

Les assaillants: Une centaine d'individus, avec des "barbes très longues attachées avec des élastiques, une coupe rasta et des sourcils rasés" selon le témoignage d'un survivant recueilli par *El Watan*⁷. Un témoin a décrit à Zineb Laouedj les assaillants comme étant des "Afghans": «*Mohamed a pu discerner leurs sourcils rasés, leurs longues barbes teintées au henné pour certains, leurs chèches blancs*».

Les faits: Les terroristes ont surgi au moment où les villageois étaient plongés dans le sommeil ou, comme pour certains, rassemblés dans une même maison à l'occasion d'une fête. Selon *El Watan*, «*ceux qui hier, habitaient El Raïs ont crié fort, très fort pour qu'on vienne à leur secours. "Nous avons crié de toutes nos forces mais personne n'est venu". Celles qui d'entre les victimes essayaient de fuir ont été retrouvées la tête fracassée à la hache ou le corps calciné. Certains témoignages attestent que certains fuyards ont été tués par balles puis aspergés d'essence et brûlés. "Les terroristes ont surgi dans la fête et ont égorgé tout le monde sauf des*

femmes qu'ils ont décidé d'emmener avec eux" (...) "Ils ont pris avec eux des jeunes filles et des jeunes mariées, et aussi des moutons et des vaches" (...))»

A Zineb Laouedji, on a raconté comment des camions sont d'abord arrivés dans le village. Leurs occupants étaient habillés en militaires et ont prétexté qu'ils venaient s'assurer de la sécurité des villageois. Les terroristes étaient guidés par des femmes et des enfants de 12 à 15 ans. Ils avaient des armes à feu, des lance-flammes, et ont fait exploser des bombes ou des mines. Ils ont enlevé des femmes après avoir tué environ la moitié des 600 habitants du village. Les témoins ont dit que les forces de l'ordre sont arrivées sur les lieux à 3h30 du matin.

Dans un témoignage recueilli à Alger par Amine Kadi correspondant de *La Croix*⁸, Messaoud raconte comment «*au printemps dernier, accompagné de sa famille, il avait fui sa maison située à la sortie du village de Larbaa: [...] Les gars de l'AIS [...] étaient venus dire à "leurs" familles "de ne plus rester", parce que les "égorgeurs allaient venir". Alors, se souvient Messaoud, nous sommes venus à El-Raïs*». Ce soir-là, à El-Raïs, «*une voiture Mazda [...] de sous la bâche a surgi une dizaine d'hommes, barbus pour la plupart, souvent vêtus de pantalons bouffants et tuniques, quelques-uns de pantalons de treillis militaires. Ceux qui n'avaient pas de kalach, étaient armés de haches et de couteaux. [...] Ils blasphémaient de temps en temps [...] Personne ne peut dire exactement combien "ils" étaient. Peut-être 50 [...] En un quart d'heure, "ils" avaient enfermé au milieu des cris et des coups de feu, près de 200 habitants dans quatre ou cinq maisons qu'ils gardaient [...] Quatre individus patibulaires s'étaient invités vers 21h à la table des hommes dans le petite arrière-cour, là où il y avait la fête. "Vous nous avez laissé quelque chose?" ont-ils lancé au père du marié. "Ils" se sont mis à manger. Lorsque les camionnettes Mazda ont été annoncées à l'entrée de Raïs, ces hommes ont quitté l'arrière-cour pour l'intérieur de la maison où ils ont dépouillé toutes les femmes de leurs bijoux avant de les allonger par terre. A partir de là, l'horreur a envahi Raïs.*»

Après El-Raïs, 40 civils sont tués à Maalba, tandis qu'un attentat meurtrier fait plusieurs victimes à Oran. Les forces vives du pays se mobilisent et dénoncent. Le pouvoir reste muet sur la situation. Le porte-parole du ministère algérien des Affaires étrangères qualifie d'"inacceptable" la prise de position de Koffi Anan appelant «*au dialogue et à la tolérance et estimant qu'on ne peut abandonner le peuple algérien à son sort*». Le Cheikh Saïd Tanbadéri d'El Azhar condamne les massacres et appelle au châtement des criminels tandis que le Pape lance un appel pour l'arrêt de la violence.

Pour le journaliste Yacine Abdelkrim⁹, «*(...) ce regain d'actions terroristes, ciblant des populations civiles sans défense (...) constaté surtout après les élections de juin dernier, n'est pas fortuit. (...) La mise en place de l'Assemblée nationale populaire (ANP), la préparation des élections locales et les mesures prises par le pouvoir avec la libération de Abassi Madani*

devraient sans doute contribuer, aux yeux des commanditaires du terrorisme, à donner une plus forte crédibilité au niveau international, ce qu'il fallait stopper et remplacer par un climat d'inquiétude avec un regain d'actions spectaculaires qui donnerait l'impression d'une guerre civile mettant le pays à feu et à sang.»

Dans la même édition d'*El Watan*, R.L. constate que «*l'Algérie est le seul pays au monde où les assassins reviennent régulièrement et en toute impunité sur les lieux des crimes*» et se demande «*à quoi tient cette facilité et cette assurance avec lesquelles les groupes terroristes sévissent à intervalles réguliers, dans un même périmètre*». «*(...) Il est pour le moins incompréhensible, écrit-il (ou elle), qu'aux portes d'Alger des citoyens d'une même localité se fassent égorger coup sur coup, une première fois, puis une seconde fois, à 48 heures d'intervalle comme ce fut le cas à Larbaa, sans ébranler les consciences ou soulever de légitimes interrogations sur la protection de ces populations livrées pieds et poings liés à leurs bourreaux. (...) Comment expliquer qu'une ville comme Sidi Moussa, connue pourtant pour être une zone chaude et que l'on dit quadrillée par les barrages des forces combinées de sécurité et par le Patriotes, soit une proie aussi facile des groupes terroristes qui entrent et qui sortent comme dans un boulevard des Martyrs? (...) L'inquiétude est d'autant plus grande que les descentes des terroristes ne sont pas le fait des groupes armés réduits mais de véritables escadrons de la mort, parfois de plusieurs dizaines d'éléments. Peut-on concevoir une centaine de terroristes circuler librement à bord de plusieurs véhicules, perpétrer leur forfait en prenant tout leur temps, embarquer du bétail, kidnapper plusieurs femmes en guise de butin de guerre et retourner à leurs bases indemnes...? (...) L'opinion a du mal à se faire à l'idée que des sections entières de terroristes puissent parader, à leur manière, sans être inquiétées dans des zones sensées être placées sous haute surveillance, du fait de l'intensité de l'activité terroriste qui les caractérise (...)*»

En septembre, aucune amélioration n'est enregistrée sur le plan sécuritaire. 19 personnes sont assassinées à Alger, 63 autres dans la proche banlieue de la capitale. Dans le quartier de Sidi Youssef à Béni Messous, près d'Alger, 64 personnes sont sauvagement assassinées.

Béni Messous: Des victimes ciblées

Date: Nuit du vendredi 5 au samedi 6 septembre 1997.

Lieu: Quartier de Sidi Youssef, à Béni Messous, dans la banlieue d'Alger.

Nombre de victimes: *Al-Khabar* estime à 64 le nombre total de victimes: 49 recensées à l'hôpital de Béni Messous et 15 autres découvertes éborgnées dans le bois attenant au village.

Moment: A 21 heures. Les massacres ont duré environ deux heures.

Les assaillants: Une quarantaine d'individus ont surgi du bois situé à proximité du village. Selon le témoignage de Aïssa, recueilli par Amine

Kadi pour *La Croix* ¹⁰, «les assaillants se sont présentés comme des agents des forces de sécurité. Ils portaient des tenues sombres comme celles de la police. En me battant avec l'un d'eux, j'ai senti que ce n'était pas de la toile d'uniforme. Certains avaient de fines barbes, un seul une longue barbe qui lui arrivait jusqu'à la poitrine.»

Les faits: Le groupe armé est arrivé vers 21 heures, en provenance du bois. Aïssa et sa famille étaient en train de dîner, tout comme le reste des habitants du village. Selon *Al-Khabar* ¹¹, les terroristes ont attaqué la famille Ben Maatoug: ils les ont enjoint de se mettre ventre à terre avant de s'acharner sur eux, avec des couteaux et des haches. Ils n'ont épargné ni femmes, ni enfants ni même bébés. Quant à la famille Ben Mabrouk, père, mère et leurs cinq enfants, ils ont été massacrés dans leur sommeil. Deux jeunes filles auraient été enlevées, selon les témoins. Aïssa a réussi à fuir avec sa famille en se cachant dans la forêt après avoir été poursuivi par la assaillants.

Al-Khabar, sous la signature de H.S. commente: « (...) Au moment où la situation sécuritaire se dégrade de façon alarmante de par la barbarie des actes commis et le nombre des victimes civiles, il n'y a que désaccord et division aussi bien au sein des autorités que dans les rangs de la société civile. Le Gouvernement avait promis par la voix du chef du gouvernement Ahmed Ouyahia, de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des citoyens, après le massacre d'El-Raïs, sans donner de précisions sur la nature de ces mesures et sans qu'on en voit le résultat. Quant à la société civile, tandis que le pays vit une véritable psychose, la voici incapable d'unir ses rangs pour engager de véritables actions concrètes (...) Quant aux partis de l'opposition, la situation n'est pas meilleure puisque les initiatives diverses se multiplient, indépendamment les unes des autres.» ¹²

Dans un article intitulé "Silence inquiétant du Pouvoir" ¹³, Ghania Oukazi écrit: «Devant toute cette agitation et ce mouvement de psychose, le pouvoir reste muet. Aucune réaction de sa part n'a été enregistrée à ce jour. Aucune déclaration d'un quelconque décideur n'est venue apaiser les esprits tourmentés et meurtris par la douleur, la peur et l'impuissance. Aucune information n'a filtré sur les nouvelles mesures annoncées par le chef du gouvernement au lendemain de la catastrophe d'El-Raïs».

Le 8 septembre, les forces de sécurité mènent une vaste opération à Chréa: 70 terroristes sont abattus. Le FFS dénonce l'interdiction par le pouvoir de "La Marche contre la violence", prévue le 11 septembre. 8 autres terroristes sont tués à Bab el-Oued, tandis que 53 civils sont égorgés dans le sud d'Alger et qu'un horrible massacre fait 38 victimes, dont 10 enfants et 20 femmes, à Guelb el Kébir près de Médéa. Sélima Tlemçani cite "une source sûre", selon laquelle «ce massacre fait partie d'expéditions punitives menées par les dissidents du GIA proches de l'AIS, à l'encontre de ceux qui ont un jour ou l'autre, soutenu, aidé, ou eu des liens de parenté

avec le GIA de Antar Zouabri» (...) Il s'agirait, selon elle de règlements de comptes entre membres des GIA et dissidents de ces mêmes groupes ¹⁴. La nuit précédente, 200 villageois sont victimes d'un horrible carnage à Bentalha (87 selon les forces de sécurité).

Bentalha: l'armée intervient enfin...

Lieu: Bentalha, hameau situé entre la banlieue populaire de Baraki, à l'est d'Alger, et la ville de Sidi Moussa.

Date: Dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 septembre 1997.

Nombre de victimes: 85 morts et 67 blessés, selon les forces de sécurité. 200 morts au moins, selon les témoins. 5 femmes dont un médecin ont été enlevées.

Moment: Les assaillants ont surgi vers 23h30. Les massacres ont duré environ deux heures, pendant que se déroulait une bataille enclenchée par les habitants du village, soutenus par les "patriotes" armés puis par l'armée arrivée sur les lieux vers minuit. Les événements ont pris fin vers 3h30.

Les assaillants: Plusieurs dizaines d'hommes, une cinquantaine selon diverses sources, scindés en deux groupes. Selon les témoignages recueillis par Sélima Tlemçani ¹⁵, ils avaient de longues barbes et portaient une tenue afghane surmontée d'un gilet reporter. Un témoin a reconnu parmi eux, trois natifs du quartier. Ceci est corroboré par des témoignages recueillis par *La Tribune* ¹⁶, affirmant avoir reconnu "des enfants du village" et que "des femmes et des enfants accompagnaient les agresseurs", tandis que ceux qui servaient de guides étaient "encagoulés". *Al-Khabar* et *La Tribune* confirment leur apparence extérieure: habillés à l'afghane, pantalons bouffants et *kachabia*, les cheveux hirsutes, de longues barbes et l'aspect sale. Certains d'entre eux portent jeans et basket.

Les faits: Selon *Al-Khabar*, les assaillants ont commencé par mettre le feu à l'usine de plastique puis ont attaqué deux barrages des forces de sécurité à l'entrée du village. *El Watan* précise qu'ils ont miné les accès au village, coupé les lignes téléphoniques et l'électricité, incendié les maisons en y jetant des grenades et des cocktails Molotov (les engins sont artisanaux, fabriqués à l'aide de boîtes de conserves). Un quartier entier a été rasé.

Selon certains témoignages, les terroristes avaient des listes avec des noms de familles entières ou des personnes bien précises. Des hommes "encagoulés" identifiaient les villas avant de décider de l'attaque.

La première alerte est parvenue au commandement de l'armée nationale populaire vers minuit 15 et la première unité mobile est arrivée sur les lieux à minuit 30 mn. L'armée a violemment accroché une partie du commando, tandis que l'autre partie s'attaquait aux villageois. "Pendant que les étendards de la morts happaient les âmes des innocents, nourrissons, enfants et femmes au milieu de flots de sang, les voisins attendaient leur tour dans un état d'hystérie et d'épouvante poussés à l'extrême." ¹⁷

Des gendarmes sont morts en sautant sur des mines et deux terroristes ont été tués. Selon le témoignage d'un officier cité par *Al-Khabar*, "les unités

de l'armée ont trouvé beaucoup de difficultés dans le combat avec les terroristes, ceux-ci ayant piégé des voitures appartenant aux habitants du quartier; comme il était difficile de diriger les tirs avec précision puisqu'il n'était pratiquement pas possible de différencier dans la nuit les assaillants des citoyens". C'est la première fois que l'armée intervient en plein massacre, obligeant le commando terroriste à un repli en désordre. 3h30, le cauchemar se termine...

Dans son communiqué daté du 21 septembre dont des extraits sont publiés par *El Watan*¹⁸, Madani Mezrag, "émir national" de l'AIS ordonne à ses troupes un cessez-le-feu unilatéral à partir du 1er octobre 1997, justifiant son appel par sa «volonté de dévoiler les auteurs des massacres des civils et d'isoler les criminels parmi les résidus extrémistes du GIA». Il déclare que «le pouvoir a pris l'initiative de prendre des mesures d'apaisement qui aident à la détente dans la mesure où le cheikh Abassi Madani a été libéré». Selon ce communiqué, «les négociations entre l'AIS et le pouvoir ont été initiées dans le but d'oeuvrer tous ensemble pour le retour du pays à la sécurité et à la stabilité et pour sa sortie de la crise».

Commentant le communiqué de l'AIS dans *La Tribune*¹⁹, Salim Djaffar estime que «l'AIS confirme une fois de plus la guerre sans merci qu'elle entend livrer aux groupes du GIA qualifié de "résidus extrémistes" et de "criminels". (...) Il reste à noter cependant que (...) l'AIS a, par des voies détournées, livré aux autorités des renseignements sur les positions dans le maquis des groupes du GIA.(...) Reste à savoir, conclut le journaliste, ce que fera le GIA devant ce qui apparaît comme sa fin proche. Sa nature nihiliste fait qu'il sera violent à l'extrême (...). Il y a donc lieu de s'attendre à un pic de folie meurtrière qui viserait à tuer le plus possible de gens avant de périr (...)»

Un communiqué attribué au GIA diffusé le 25 septembre à Londres et largement repris par la presse algérienne, revendique la responsabilité des GIA dans les carnages à répétition qui ont ciblé les populations civiles: «Le monde entier doit savoir que toutes les tueries, les massacres, les incendies, les déplacements de population, les enlèvements de femmes, sont une offrande à Dieu.» Le communiqué non authentifié, est signé par Antar Zouabri, donné pour mort par les forces de sécurité. Le communiqué considère comme "impies" les hommes du pouvoir et considère aussi comme tels leurs parents et leurs partisans, c'est pourquoi «il les traque dans les villes, les villages et les déserts, les éradique, détruit leurs champs, capture leurs femmes et confisque leurs biens» Dans ce même communiqué, le GIA dénonce l'appel de Madani Mezrag et menace ses partisans: «Nous demandons à Dieu qu'il nous permette de prendre le dessus et de couper leurs têtes».

Après le communiqué de l'AIS et celui du GIA, le FIS publie à son tour un communiqué daté du 28 septembre dans lequel il appelle ses militants et

ses combattants «à prendre l'initiative [...] d'une trêve même à titre unilatéral [...] afin d'isoler les tenants de la violence criminelle infâme [...] jusqu'à ce qu'ils soient dévoilés [...]» Le FIS appelle à «une amnistie générale qui réhabilite» notamment «ceux qui ont pris les armes». Il réclame «la tenue d'une conférence nationale réunissant les institutions de l'Etat, le FIS et toutes les forces de la société sans aucune exclusion».

Pour Hassan Zarrouki ²⁰, le FIS «craint sans doute un tête à tête entre le pouvoir algérien et l' AIS qui avait décrété le cessez-le-feu à compter du 1er octobre». En effet, signé par Rabah Kébir, président de l'instance exécutive du FIS à l'étranger, au nom de quatre dirigeants non exilés et libres de leurs mouvements (Abdelkader Hachani, Kamal Ghemazi, Ali Djeddi et Abdelkader Boukhamkham), le communiqué ne cite à aucun moment ni Abassi Madani, ni l' AIS. Pour Hassan Zarrouki, l'absence de mention de l' AIS «accrédite la thèse selon laquelle le chef de l' AIS a négocié avec une faction du pouvoir algérien sans l'aval des politiques du FIS [...] Prise de court par l'initiative de son aile militaire, la direction du FIS n'avait d'autre choix que de réagir rapidement afin de se replacer politiquement.»

Pendant ce temps, la violence ne connaît aucun répit: 12 victimes à Sfisef, 14 à Kharrouba près d'Oran et 60 à Médéa et à Blida. Le 6 octobre, 6 écoliers sont assassinés à Bouinan. Les jours suivants, on dénombre 33 victimes à Sig, 26 autres à Blida. Parallèlement, les offensives militaires se poursuivent dans le centre et à l'ouest du pays. Le 12 novembre, 4 élus du RND sont assassinés à Bouira. Le 1er décembre, à Saïda, 29 citoyens sont assassinés.

En Europe, les enquêtes sur les réseaux de soutien au GIA aboutissent à l'arrestation de plusieurs islamistes: en Italie le 28 septembre, à Bruxelles le 7 octobre. Le 25 novembre, la justice française met à nu un réseau opérant en France.

La violence se poursuit en 1998, mais en Algérie, la population continue malgré tout, à vivre et à lutter.

Anissa Barrak

¹ *Liberté*, 1/7/97.

² *El Watan*, 25/7/1997

³ *El Watan*, 1 et 2/8/1997.

⁴ *El Watan*, 23/7/1997.

⁵ *El Watan*, 27/8/1997.

⁶ «J'ai vu les rescapés d'El Raïs», *Le Nouvel Observateur*, 19/7/97.

⁷ *El Watan*, 29-30/8/97.

⁸ *La Croix*, 26/9/97.

⁹ «L'hécatombe», *El Watan*, 29 et 30/8/1997.

¹⁰ “Moi, Aïssa, rescapé de la tuerie de béni Messous”, par Amine Kadi. *La Croix*, 25/9/1997.

¹¹ *Al-Khabar*, 7/9/1997.

¹² *Al Khabar*, 7/9/1997.

¹³ *El Watan*, 3/9/1997.

¹⁴ *El Watan*, 22/9/97.

¹⁵ *El Watan*, 24/9/1997.

¹⁶ *La Tribune*, 24/9/1997.

¹⁷ A. Brahim, *Al Khabar*, 24/9/1997.

¹⁸ M.T. Messaouidi, dans *El Watan* 24/9/1997.

¹⁹ *La Tribune*, 24/9/1997.

²⁰ *L'Humanité*, 29/9/1997.